21me Année. — N° 4812 Bureaux : rue Nain, 1 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES Bureaux : rue Nain, 1 Samedi 9 Juin 1877

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . . 12.50
» » Six mois. . . 25.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LEGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:

Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Laffite et Cie, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

COURSE DE PARIS
(Services gouvernementaux)

7 Juin

3 0/0	69 75
4 1/2	98 50
Emprunts (5 0/0)	104 65

8 Juin

3 0/0	69 60
4 1/2	98 75
Emprunts (5 0/0)	104 30

8 JUIN

Services particulier du Journal de Roubaix.

Actions	Banque de France	3060 00
»	Socié. géné. détache	472 00
»	Crédit Foncier de France	610 00
»	Chemins autrichiens	461 00
»	Lyon	998 00
»	Est	595 00
»	Ouest	650 00
»	Nord	1285 00
»	Midi	770 00
»	Suez	662 00
6 0/0	Péruvien	00 00
Actions	Banque ottomane (ancienne)	00 0/0
»	Banque ottomane (nouvelle)	340 00
Londres cour		25 18 0/0
Crédit Mobilier		128 00
Turc		900 00

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 8 juin.

Change sur Londres 4.88 0/0; change sur Paris, 5.13 0/0.
Valeur de l'or, 105 1/2.
Café good fair, (la livre) 19 3/8.
Café good Cargoes, (la livre) 20 1/8
Marché calme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Ce. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

Hâvre, 8 juin.

Ventes 1.500 balles, bonne demande très-ferme, aux prix d'hier.

Liverpool, 8 juin.

Ventes 10,000 balles, marché ferme.

New-York, 8 juin.

11 5/8
Recettes de 6 jours 10,000. b.

ROUBAIX 8 JUIN 1877.

Une mesure préservatrice.

Oui, nous acceptons la liberté de l'erreur, mais nous réprouvons la liberté du mensonge, et nous approuvons le ministre de l'intérieur d'avoir adressé aux préfets, une circulaire concernant le colportage et la vente des écrits périodiques, brochures ou livres. L'erreur suppose la bonne foi ; on peut errer par ignorance. Le mensonge exclut la bonne foi ; il suppose toujours la volonté de nuire par des procédés que la morale réprouve.

Les journaux radicaux ont bien compris dès le premier jour, quel coup les atteignait, et il faut voir avec quelle colère, avec quelle feinte indignation et quel véritable dépit, ils protestent contre la circulaire de M. de Fourtou. Les diverses nuances du parti républicain montrent, cette fois, un accord vraiment touchant et instructif ; les modérés et les intransigeants sont également irrités ; les uns s'emportent en gros mots, les autres essaient la raillerie. Les premiers accumulent les injures ; les seconds rient jaune.

Laissons crier et injurier, même nous dirons que ces cris ont quelque chose qui nous réjouit ; ces gens-là ne crieraient pas de cette façon s'il ne s'étaient pas produit un fait heureux pour les conservateurs.

Or, nous n'avons qu'à nous rappeler comment s'est organisée la propagande républicaine pour les périodes électorales, et la diffusion des petites brochures socialistes ; nous jugerons ainsi l'importance de la mesure ministérielle. Ce n'est pas seulement chez nous que l'organisation était complète ; nous la retrouvons dans tous les cantons de France.

Partout, il y avait des individus chargés de recevoir et distribuer les bulletins, les circulaires, les journaux émanant du comité central départemental, chaque comité de département se trouvant en relations directes avec les comités parisiens. Qui ne connait ces petites brochures sortant d'une officine que nons n'avons pas besoin de nommer et qui, officiellement, se vendaient 10 et même 5 centimes, mais le plus souvent étaient répandues, partout, gratuitement, à des centaines de milliers. Et l'on sait qui faisait les fonds de cette propagande révolutionnaire.

Le colporteur qui parcourait les campagnes, le vendeur en plein air établi dans les rues des villes, grâce à la tolérance ou plutôt à la complicité de l'administration républicaine, devenaient les instruments actifs de propagande des doctrines subversives, antisociales, anti-religieuses. Les idées révolutionnaires s'attaquaient de tous les côtés, sous toutes les formes aux esprits naïfs, confiants ou aigris, et devenaient un moyen de satisfaction aux mauvaises passions ; elles s'infiltraient partout par les mille petits canaux des habitudes quotidiennes.

Le travail de décomposition sociale avançait rapidement et se généralisait, envahissant les régions qui avaient été jusqu'alors préservées. Il était temps d'aviser. Encore une fois nous ne pouvons que féliciter le ministre d'avoir adopté une mesure qui arrêtera le flot des mensonges de la propagande radicale et irréligieuse.

ALEXANDRE WATTEAU.

M. Thiers et la *Lanterne*.

On lit dans le *Constitutionnel* :

Qui est-ce qui s'étonnera désormais de quelque chose après avoir lu dans la *Lanterne* (numéro d'aujourd'hui) cette ligne concernant M. Thiers : «Jamais la santé de l'*illustre homme d'Etat* n'a été meilleure. » Ne voilà-t-il pas de ces lignes qui valent à elles seules un long poëme ?

Toute l'épopée de ce mythe prodigieux incompréhensible, qu'on appelle : « l'Union républicaine, » tient dans cette ligne-là.

Pour la secte républicaine, dont la *Lanterne* est l'un des organes autorisés et authentiques, M. Thiers a été successivement :

Un bandit et un assassin, déclaré hors la loi, non-seulement dans sa personne, mais dans ses immeubles et ses meubles ;

Un « sinistre vieillard » ;

Un « cheval de renfort » ;

Il est actuellement un « illustre homme d'Etat. »

La *Lanterne*, journal du citoyen X...y, lequel passe pour avoir, dans les temps, coopéré par voie de conseils et d'exhortations à la destruction sommaire de l'hôtel de la place Saint-Georges, la *Lanterne* donne à M. Thiers une qualification classique, sacramentelle, que les journaux du centre gauche avaient mise en circulation, et que nous-même avons toujours reconnue pour être d'un aloi légitime.

Un dessous de cartes

Un de nos amis, très au courant des affaires politiques et voyageant aujourd'hui en Angleterre, nous adresse une lettre fort intéressante, dont nous extrayons les passages suivants :

. . . . . .

« Je n'irai pas rechercher les motifs qui portent la presse radicale française à aller puiser dans les correspondances des journaux étrangers (correspondances écrites à Paris, et qui y reviennent ensuite comme l'expression de l'opinion de l'Europe des occasions d'attaquer la conduite du Maréchal. Je vous dirai seulement les motifs qui expliquent les articles malveillants d'une certaine partie de la presse anglaise.

» L'arrivée de M. Jules Simon aux affaires a été, sans que le public s'en doutât, tout autant le résultat d'une campagne économique que d'une campagne politique. Au moment où le renouvellement des traités de commerce allait donner au cabinet français une influence considérable sur les modifications à apporter dans les tarifs des douanes, on a cherché le successeur de M. Michel Chevalier, et on n'avait trouvé rien de mieux que de faire entrer dans le cabinet à côté de M. Decazes, libre-échangiste comme viticulteur, M. Jules Simon, engagé dans la question au même point de vue. En ayant le ministère de l'intérieur et le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères, c'est-à-dire les deux plus importants, on pourrait arriver à une solution satisfaisante pour les intérêts anglais.

» Un Français, ayant habité Londres pendant longtemps et demeurant aujourd'hui à Paris dans le quartier des Champs-Elysées, a été l'agent inconscient, j'aime à le croire pour lui, de cette campagne. C'est chez lui qu'un rapprochement politique eut lieu entre M. Jules Simon et des hommes considérables, mais fort peu clairvoyants, appartenant au parti monarchique.

» A la suite de pourparlers dans lesquels M. Jules Simon donna de vagues assurances de dévoûment éventuel à des personnages importants, il constitua son cabinet; vous savez ensuite sa réponse à des industriels, stupéfaits d'apprendre que les négociations pour les traités de commerce étaient engagées par une commission dans laquelle leurs intérêts n'étaient pas représentés. Aussi, lorsque les industriels anglais ont appris l'écroulement du ministère Jules Simon, leur désappointement n'a été égalé que par leur mauvaise humeur.

» Perdre aussi brusquement le fruit de leurs efforts, et voir disparaître en fumée leurs espérances les mieux fondées, c'était, pour me servir de l'expression triviale consacrée par l'usage, *c'était raide*, — aussi la campagne contre le mouvement politique du 16 mai a-t-elle été entreprise par un certain nombre de journaux anglais. Mais soyez-en bien convaincu, il n'y a là que la mauvaise humeur des libre-échangistes désappointés. »

(*Nouvelliste de Rouen.*)

M. Allain-Targé

ET LA GESTION DES RÉPUBLICAINS

M. Allain-Targé publie aujourd'hui, dans la *République française*, une longue lettre dans laquelle il est facile de comprendre toutes les craintes qu'inspirent aux républicains le triste résultat auquel a abouti la discussion des chemins de fer.

L'*Agence Havas* avait publié, il y a quelques jours une lettre ainsi conçue :

« Le ministre des travaux publics, désireux de répondre aux vues exprimées par l'amendement de M. Allain-Targé, et adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 23 mai 1877, prépare en ce moment un projet de loi concernant :

» 1° Le rachat par l'Etat de divers chemins de fer en souffrance de la région de l'Ouest;

» 2° Leur rétrocession à la compagnie d'Orléans;

» 3° La concession à cette même compagnie de nouvelles lignes d'intérêt général complétant les précédentes.

» Pour hâter une solution si vivement désirée par le public, et être en mesure de présenter le projet en question aux Chambres dès leur rentrée, M. Paris vient d'insister auprès de la commission arbitrale chargée (en vertu des conventions passées avec les compagnies des sud-ouest et chemins de fer) de déterminer le prix du rachat, pour qu'elle termine son travail dans le plus bref délai possible. »

C'est contre cette note que M. Targé croit devoir protester. Il est indigné de voir son nom à côté de celui du ministre des travaux publics. Quel que soit le projet qu'on prépare pour le rachat des chemins de l'Ouest, la Chambre ne le votera jamais, s'écrie-t-il. C'est bien là ce que savent malheureusement les porteurs d'obligations des diverses compagnies secondaires, qui ont vu leurs intérêts si indignement compromis par les républicains de la Chambre des députés.

M. Allain-Targé a eu raison d'écrire, car on ne saurait trop rappeler l'incapacité de cette Chambre dont les membres en cas de dissolution, vont demander aux électeurs un renouvellement de leur mandat. Il faut qu'ils rencontrent en face d'eux des hommes qui puissent leur dire comment ils ont défendu les intérêts qui leur étaient confiés. On sait à quelles fatales discussions la Chambre des députés a employé son temps depuis la première réunion.

Le vote du budget a été un débat pitoyable, tout à fait nul au point de vue financier, et uniquement consacré à des mesquineries administrative ou à des attaques contre la religion.

Un seul projet vraiment important a été soumis à la Chambre des députés, c'est celui qui consiste dans le rachat, par la compagnie d'Orléans, des réseaux de l'Ouest, Vendée, Charentes, etc., et par la compagnie du Nord, de Lille à Valenciennes, etc.

La Chambre, sous le prétexte de ne pas favoriser les grandes compagnies, a refusé les projets qui lui avaient été soumis, et ce qu'il y a de plus pitoyable, c'est qu'elle s'est reconnue incapable d'en formuler un autre. L'amendement Allain-Targé a été un échappatoire, une preuve d'incapacité, d'ignorance et d'impuissance, et rien de plus.

Si on examine les résultats de cette discussion au point de vue des intérêts de cette masse de détenteurs des obligations des lignes secondaires, on voit que la Compagnie de Lille à Valenciennes, ayant été déclarée en faillite, les obligataires sont ruinés. Ceux de Rouen à Châlonsse trouvent dans le même cas. Les obligations du réseau d'Orléans à Châlons ont perdu 100 pour 100 de leur valeur, La Compagnie de la Vendée est sous le coup d'une demande de mise en faillite qui sera peut-être prononcée demain.

Les obligations des Charentes côtées 300 fr. sont tombées à 200 fr. La Compagnie lutte mais sa position est difficile.

Voilà le résultat le plus net produit par la Chambre des députés. C'est son incapacité qui est la cause des ruines nombreuses accumulées dans des œuvres essentiellement françaises productives pour le pays. Voilà ce que les électeurs ne doivent pas oublier. On nous parle toujours des affaires, et on prétend qu'elles pourraient prospérer sous la République. Cela est faux. Les républicains, en majorité à la Chambre des députés, ont commencé à ruiner les porteurs de titres de chemins de fer des lignes secondaires. Un jour, c'est aux grandes compagnies qu'ils s'adresseront. Un des *Credo* des vrais républicains n'était-il pas qu'il fallait mettre le feu au Grand-Livre de la dette publique. On a reculé, mais cette œuvre de ruine, l'incapacité républicaine l'accomplirait d'une autre façon.

A LENTHÉRIC

Le secret de la comédie

Nous avons le secret de la candidature de M. Thiers, posée par M. Gambetta.

Ce secret est dans le souvenir qu'ont gardé tous les députés de la gauche et du centre gauche, des conditions de la lutte électorale du 20 février 1876.

Dans cette lutte, il fut démontré que les neuf dixièmes de ces députés eussent échoué sans l'appui d'un nom populaire. Individuellement, tous étaient ou sans valeur, ou sans situation, ou sans prestige.

Le nom du maréchal de Mac-Mahon leur servit de drapeau. Tous s'en emparèrent, en même temps que les autres candidats conservateurs l'invoquaient avec non moins de vigueur, mais avec plus de sincérité.

Les électeurs se laissèrent prendre, dans trois cents colléges, aux manifestations des candidats républicains. Les sentiments exprimés par ces révolutionnaires déguisés étaient corrigés, aux yeux des masses, par l'hommage rendu au maréchal de Mac-Mahon, et la calomnie contre les conservateurs aidant, l'opinion publique, dans maints départements, se figura qu'il y avait plus à gagner à prendre des républicains rangés sous la bannière de l'illustre Maréchal, qu'à donner sa voix à des monarchistes soumis accidentellement au régime républicain.

C'était un raisonnement.

On vota donc, avec un ensemble qui surprit les républicains eux-mêmes, pour les révolutionnaires contre les conservateurs. Il y eut bien des résistances, témoins les 150 députés conservateurs envoyés à Versailles, et témoins aussi les 150 élections où les vainqueurs ne distancèrent les vaincus que de quelques centaines de voix.

Le succès électoral des républicains au 20 février 1877 fut ainsi le résultat d'une duperie !

Ajoutons à cette duperie le désordre que causa dans les esprits la nouvelle fausse, habilement répandue, de la nomination au Sénat d'une majorité révolutionnaire.

Tout concourut donc, en dehors des fautes administratives commises, à fausser le sentiment public et à tromper l'opinion des masses électorales.

C'est cette comédie scandaleuse, que M. Gambetta a songé à renouveler, en prenant M. Thiers.

Il faut un nom à côté des noms de ses amis. Il faut un drapeau qui ne soit pas le drapeau de l'insurrection devant l'ennemi, ni le drapeau de la Commune.

On est allé exhumer M. Thiers.

— Bien usé ! se sont écriés tout d'abord les amis de l'ex-dictateur et ceux de l'ex-président.

— Mais qui prendre ? Grévy ? Il n'est pas connu. Crémieux ? Il est grotesque. Jules Simon ? Il vient de succomber sous le mépris général. Pelletan, Arago, Naquet, Floquet, Jules Ferry ? Ce sont des nullités qui ont cessé d'être méconnues. Qui encore ?

— Moi, a dit Gambetta, mais je suis impossible. Il me faut attendre. Le vieux Thiers est encore ce qu'il y a de mieux. Il y a toujours des naïfs qui l'appellent « libérateur du territoire »

Nous rappellerons ses vingt-deux élections en 1871 : nous parlerons de la dignité de sa chute du 24 mai — une chute grotesque, soit dit entre parenthèses et dont nous avons tous le souvenir, le « cheval de renfort » ayant cru jusqu'à la dernière minute qu'on viendrait le rechercher — et nous rencontrerons encore des dupes qui, avec ce nom-là, couvriront l'insuffisance et la nullité de tous nos candidats !...

Et, sur ce discours de Gambetta, l'exhumation de M. Thiers fut votée.

Nous tenons de source absolument sûre le récit abrégé qu'on vient de lire des conciliabules, dans lesquels la candidature de M. Thiers a été posée.

Et qu'on remarque bien que cette candidature n'est pas effective, c'est-à-dire qu'il n'est pas dans l'intention des révolutionnaires d'en poursuivre le succès.

Non. Il s'agit uniquement de favoriser des élections. Si le coup réussit, si les candidats radicaux sont élus, on jette à bas le vieux fétiche, et on passe instantanément à Gambetta.

Voilà la vérité.

Nous n'inventons rien.

Et si les journaux gambettistes disent le contraire; si les députés du groupe gambettiste nient ces faits, nous leur poserons cette simple question :

N'est-il pas vrai que les chefs du parti de l'extrême gauche ont repoussé le plan de l'ex-dictateur, en déclarant qu'ils ne voulaient ni du mensonge représenté par M. Thiers, ni de la réalité représentée par M. Gambetta ?

Nous attendons la réponse.

Congrès des ouvriers allemands

On mande de Cassel que dans sa dernière séance, le Congrès des ouvriers allemands libres a adopté le programme proposé par le docteur Max. Ce programme recommande à la législation d'améliorer la situation morale et matérielle de l'ouvrier, en le traitant à légal des autres citoyens.

Les autres moyens d'arriver à ce but sont l'instruction gratuite du peuple, la protection de la loi accordée aux ouvriers, la création obligatoire du conseil de prud'hommes, la reconnaissance légale des associations ouvrières, le refus de limiter la liberté de coalition et la suppression du travail dans les prisons, qui fait concurrence aux ouvriers libres. Aux particuliers et aux sociétés, il est recommandé de travailler à l'établissement des bons rapports entre les patrons et les ouvriers, de favoriser l'instruction des apprentis, la création de cours d'adultes, de caisses de secours et d'invalides, et de combattre toutes les tendances ayant pour but la domination d'une classe sur les autres.

LETTRE DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 7 juin 1877.

On a été un peu surpris de voir paraître ce matin au *Journal officiel*, un décret convoquant pour le premier juillet la 2e circonscription du collége électoral de Béthune, On n'a pas manqué de faire mille suppositions et notamment de dire que le gouvernement renonçait à la dissolution. Ces commentaires n'ont

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix*
DU 9 Juin 1877

— 10 —

LA PRINCESSE OGHÉROF

PAR HENRY GRÉVILLE

IV

(*suite*)

Elle m'a dit qu'elle vous aime de tout son cœur, que votre bénédiction lui manque, qu'elle espérait vous voir au dîner de fiançailles qui aura lieu après-demain, et qu'elle ne se pardonnerait jamais de vous avoir fait de la peine.

— Cela prouve au moins qu'elle a su comprendre ses erreurs... Nous verrons, — je ne dis rien encore ! mais nous verrons...

— Père, dis tout de suite que tu lui pardonnes, et je vais l'envoyer chercher.

— Comment, déjà ? Non, non !

— Je t'en prie ! fit Marthe en approchant câlinement son visage des lèvres de son père.

Celui-ci la regarda un instant avec ravissement, puis, lui prenant la tête dans ces deux mains, il l'embrassa à plusieurs reprises.

— Soit, dit-il pendant que Marthe mettait la main sur la sonnette. Je lui pardonne parce que c'est toi qui le demandes et parce que c'est elle qui l'a fait ; — mais si tu t'avisais jamais de me jouer pareil tour, je ne te pardonnerais pas.

La main de Marthe fit légèrement tinter la sonnette qu'elle venait de saisir. Michel était devenu tout pâle ; cette allusion au mariage possible de la jeune fille lui parut l'annonce d'un malheur.

Il regarda tour à tour la fille et le père, — leurs visages n'exprimaient rien de particulier; Marthe avait rougi légèrement.

— Nous n'en sommes pas là, répondit-elle en pliant un billet qui contenait trois mots au crayon. — Portez ceci à Sophie Adamovna, dit-elle au domestique qui se présenta.

Si M. Milaguine ne dansa pas la gavotte à la noce de sa nièce, ce fut uniquement parce que celle-ci ne songea pas à l'exiger.

V

Les jours s'écoulaient ; la parade de mai avait eu lieu par un temps magnifique; les glaces du lac Ladoga avaient été se perdre dans la Baltique; Pétersbourg, devenu très-chaud, était à peine habitable, Michel attendait son père dans un mois. M. Milaguine comptait déménager d'un jour à l'autre à sa villa, et, le cercle de ses relations comptant déjà beaucoup d'émigrants, il s'attachait avec énergie à la société des jeunes gens condamnés par leur service à rester en ville. Deux ou trois attachés aux ministères, quelques officiers de la garde, spécialement Michel et le prince Oghérof, lui tenait presque journellement compagnie à dîner ou le soir.

Marthe et Michel étaient tombés dans une sorte d'entente tacite. Les témoins de leurs entretiens n'y remarquaient aucune intimité ; les jeunes gens qui venaient tous les jours étaient en apparence exactement sur le même pied de politesse familière; — mais une chaise se trouvait toujours vacante près de la jeune fille quand le jeune homme s'approchait; lorsque les visiteurs sortaient, c'était toujours Michel qui fermait la marche, et Marthe ne donnait plus à personne la main qu'il avait touchée.

Un soir, comme Avérief entrait dans le salon peuplé de housses blanches, il vit Marthe venir à lui dans la demi-obscurité. La salle à manger voisine était pleine de lumière et de bruit; cette grande pièce déserte et fraîche semblait, par contraste, peuplée de fantômes. Marthe elle-même, vêtue de gris-pâle, avait l'air d'une ombre flottante. Quand elle reconnut Michel, elle s'avança avec plus de confiance.

— Nous partons demain, dit-il. Après-demain, c'est l'anniversaire de ma naissance; papa veut pendre la crémaillère à Kamennoï. Vous viendrez, n'est-ce pas ?

— Certainement ! répondit-il en lui tendant la main.

Ils étaient seuls; dans la salle à manger, on ne songeait guère à eux. Que de fois Michel avait espéré, sans la trouver, cette minute de solitude ! Il garda la main qu'elle avait mise dans sa main.

— Marthe Pavlovna, dit-il à demi-voix, bientôt j'espère...

Un bruit léger l'interrompit; il tourna la tête : — ils étaient seuls.

— Je vous dirai, et vous me répondrez...

— On nous épie, dit tout à coup Marthe assez haut pour être entendue dans tous les coins de la pièce.

Ce « nous » était un avis; du moins Marthe pensait ainsi, car elle arracha sa main de celle de Michel, et la porta à ses yeux comme pour se cacher aux regards du jeune homme.

— Merci ! murmura celui-ci tout bas, qu'elle seule put l'entendre.

Arrivée au seuil de la salle à manger, enhardie par le bruit et l'éclat des bougies, elle se retourna et regarda Michel en plein visage. Ivre de joie, le jeune homme lut dans ses yeux de velours qu'il était aimé.

La soirée s'écoula comme un rêve. En partant, il pressa la main de Marthe, non plus en ami, mais comme celui qui a un secret à dire, et les doigts de Marthe lui rendirent faiblement son étreinte.

— Encore vingt-huit jours, se dit-il en posant la tête sur l'oreiller; vingt-huit jours, ce n'est pas bien long !

Le lendemain, à son réveil, Michel reçut à la fois une lettre et un télégramme. Le télégramme, signé Paul Avérief et daté de Menton, ne contenait que cinq mots « Ne perds pas une minute. »

Effrayé, Michel ouvrit la lettre, qui était aussi de son frère; celle-ci, dont la date était de trois jours antérieure au télégramme, était ainsi conçue :

« Mon cher frère, c'est ton amitié seule qui peut m'épargner une des plus vives douleurs et le plus cruel remords de mon existence. Aussi je n'hésite pas à te demander un très-grand service que tu peux me rendre, je crois, sans te faire de tort aux yeux de tes chefs.

Mais je ferai mieux de commencer par le commencement.

» Il y a huit ans, deux ans après la malheureuse rupture de mon mariage, je fis connaissance avec une jeune fille, telle qu'on peut désirer sa femme. Une seule chose parlait contre elle — sa naissance. Elle était fille illégitime d'un prince K...., qui, du reste, avait eu d'elle le plus grand soin.

» Je n'eus pas le courage de braver l'opinion et de lui proposer de m'épouser. Peut-être la rupture inconcevable de mon mariage fut-elle pour quelque chose dans ma répugnance à cette union: je ne voulais pas qu'on pût voir dans cette mésalliance un pis-aller. Condamne-moi si tu veux, tu auras sans doute raison, mais épargne-moi les reproches, car je suis bien puni.

» Elle n'en fut pas moins pour moi une femme irréprochable. Pour son enfant, car elle mit au monde une petite fille, il y a bientôt trois ans, — elle fut une mère non moins parfaite. Elle fut, dis-je, car je viens d'apprendre qu'elle est morte subitement, le mois dernier, de la rupture d'un anévrisme. Les gens chez qui elle logeait se sont bien gardés de m'en informer; ils ont d'abord fait main basse sur tout ce qu'elle possédait, — et je l'ai appris par hasard ! Ma pauvre petite fille est dans un dénûment absolu, mal nourrie, à peine vêtue, et battue, Michel; cette enfant de ma chair et de mon sang est battue par ma faute, à moi, misérable qui n'ai su être père qu'à moitié.

» Je ne parle pas du chagrin que me causa la mort de celle qu'à présent je voudrais, au prix de ce que j'ai de plus cher, pouvoir nommer ma femme; je ne te parlerai que de l'enfant, puisque la mère ne souffre plus.

» Au reçu de cette lettre, demande un congé; dis que je suis très-malade, — et tu ne mentiras pas, car tant de chagrin et d'inquiétude m'ont occasionné une terrible rechute, et je souffre plus que jamais. Vas rue... n°..., fais-toi remettre l'enfant — qui s'appelle Marie, comme notre défunte mère; — engage une gouvernante n'importe où; pourvu qu'elle puisse débarbouiller la petite jusqu'à Menton, je la tiens quitte du reste; ne quitte plus l'enfant, pars avec elle sur-le-champ, demain si tu peux, et amène-moi tout ce qui me reste de mon bonheur passé. S'il arrivait quelque malheur à cette petite, j'y verrais une juste punition du ciel et je mourrais dévoré de remords. »

(*A suivre*).